

LA DÉMOCRATIE FORCÉE

Faire implorer l'ONU



Washington instrumentalise l'idéal démocratique pour remettre en cause le droit international. Après avoir prétexté de la démocratie pour attaquer la Yougoslavie, puis pour justifier a posteriori l'invasion de l'Irak, les États-Unis veulent créer un « caucus des démocraties » à l'ONU pour en finir avec l'égalité de voix entre États. Cette méthode, qui n'est pas nouvelle, avait été théorisée par Joseph Korbell, père de Madeleine Albright et mentor de Condoleezza Rice.

page 2

Le retour de Berezovski en question

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'arrivée en Ukraine de l'oligarque Boris Berezovski suscite bien des questions dans la presse russe. Alors qu'Alexandre Douguine et Alexeï Pouchkov, deux figures russes, débattent dans la revue *Trud* de l'existence d'un complot contre la Russie dont il serait l'avatar. La *Gazeta* a interrogé cinq politologues sur ce retour et le possible usage de l'Ukraine comme base arrière pour reconquérir la Russie.

page 8

REPÈRE : 22 JANVIER 1973

Roe vs. Wade : une victoire fragile et menacée

Jane Roe (de son vrai nom Norma Norma McCorvey), citoyenne du Texas avait contesté en justice la constitutionnalité de la loi locale interdisant l'avortement. Or, selon le procureur Wade, en cette matière, la loi locale l'emporte sur les textes fédéraux. Cependant, renversa cette pratique, la Cour Suprême des États-Unis, le 22 janvier 1973, dans l'affaire Roe versus Wade. La Cour reconnaît que le corps d'une femme fait partie de sa vie privée, qu'elle en a l'unique et plein usage et qu'en conséquence toute tentative de lui dicter un usage de son corps contre sa volonté est anti-constitutionnel.

La droite chrétienne et conservatrice s'efforcera jusqu'à aujourd'hui de limiter les conséquences de cette décision. Pour le pasteur Graham, conseiller spirituel de la Maison-Blanche et du Pentagone, « *La notion même de 'Mon ventre m'appartient' est un blasphème contre Dieu* ». ■



DEUX PARLEMENTAIRES ÉTATS-UNIENS DEMANDENT LES DOCUMENTS PROUVANT LE RECRUTEMENT D'ANCIENS NAZIS PAR LA CIA

Le sénateur républicain Mark DeWine et la représentante démocrate Carolyn Maloney, auteurs en 1998 d'une loi rendant obligatoire la déclassification des documents officiels - toutes agences confondues - liés à l'Holocauste, affirment que la CIA refuse de rendre publiques des informations sur le recrutement d'officiers nazis, après la Seconde Guerre mondiale, pour lutter contre l'Union soviétique.

« *Nous pensons qu'il y a toujours des informations en possession de la CIA sur l'implication des États-Unis avec d'anciens nazis* », a déclaré le sénateur DeWine. « *Il faut que nous rendions ces informations publiques* ». Associated Press a par ailleurs rapporté qu'un responsable de la CIA qui a tenu à garder l'anonymat avait confirmé le fait que la CIA dissimulait des documents, outre les 1,5 millions déjà livrés par cette agence sur un total de 8 millions rendus publics de cette manière. Le rôle de Klaus Barbie (photo) et de ses camarades dans le plan Condor en Amérique du Sud continue à faire litige entre les parlementaires sionistes et la famille Bush dont les liens avec le régime nazi sont désormais notoires. ■

La démocratie forcée

Faire imploser l'ONU

Washington instrumentalise l'idéal démocratique pour remettre en cause le droit international. Après avoir prétexté de la démocratie pour attaquer la Yougoslavie, puis pour justifier a posteriori l'invasion de l'Irak, les États-Unis veulent créer un « caucus des démocraties » à l'ONU pour en finir avec l'égalité de voix entre États. Cette méthode, qui n'est pas nouvelle, avait été théorisée par Joseph Korbell, père de Madeleine Albright et mentor de Condoleezza Rice.



Le premier mandat de l'administration Bush a constitué le nadir du rayonnement des Nations unies. Jamais l'organisation internationale n'avait été confrontée à un tel flot de critiques et de revers. Les États-Unis ont pris la tête d'une Coalition qui a envahi un État souverain, l'Irak, sans l'aval du Conseil de sécurité. À cette occasion, le secrétaire-général de l'ONU, Kofi Annan, et les délégations du Conseil de sécurité ont été placés sur écoute par les services secrets états-uniens et britanniques [1]. Puis le représentant spécial de l'ONU en Irak, Sergio Vieira de Melo, a été assassiné à Bagdad alors qu'il venait d'enter en conflit avec l'ambassadeur Bremer. Kofi Annan a été personnellement accusé par les parlementaires états-uniens de détournements du programme « pétrole contre nourriture » [2], tandis qu'un groupe de communication néo-conservateur proche de la Maison-Blanche réclamait le départ de l'ONU du sol états-unien [3]. Tout récemment, le *Washington Post* a révélé que le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohammed el-Baradei, a également été mis sur écoute par Washington, qui lui reproche de ne pas être assez vindicatif avec l'Iran à propos de son **programme nucléaire** [4].

Mais le pire est sans doute à venir. Dans une volonté affichée d'enterrer toute opposition à ses projets impériaux, la nouvelle administration Bush a relancé le projet de création d'un « caucus des démocraties » au sein de l'ONU. L'idée n'est pas nouvelle. Elle n'est même pas néo-conservatrice. Elle a été élaborée pour la première fois dans le livre de l'analyste en questions internationales, James Robert Huntley, *Pax Democratica : A Strategy For the 21st Century*, paru en 1996. L'auteur y affirmait que, pour qu'un nouvel ordre mondial fondé sur la démocratie puisse être appliqué, il fallait que soit créé un caucus des démocraties à l'ONU pour parler d'une voix commune. La même année, un groupe privé, l'United Nations Association of the United States of America, s'empare de cette problématique pour la valoriser sur la scène politique états-unienne. Son président est alors John C. Whitehead, ancien haut-fonctionnaire au Département d'État sous Ronald Reagan.

Il faudra du temps pour que l'idée fasse son chemin sur le terrain diplomatique. Elle refait surface brutalement à la Conférence de Varsovie de la Communauté des démocraties en juin 2000. La déclaration finale de la conférence évoque ainsi une « coopération au sein des organisations internationales » et la constitution de « coalitions et d'ententes destinées à soutenir les résolutions et d'autres actions internationales pour la promotion d'un mode démocratique de gouvernement » [5]. Ce qui suscite l'opposition du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, mais aussi du ministre des Affaires étrangères français, Hubert Védrine. La France sera d'ailleurs la seule à ne pas apposer sa signature sur ce texte [6].



Emma Bonino

Le projet est subitement ressorti des cartons au cours du premier mandat de George W. Bush. C'est le Parti Radical Transnational (PRT) qui en est le fer-de-lance, lors de son 38e Congrès, organisé à Tirana en Albanie. En réalité le PRT n'est plus l'internationale des partis radicaux qu'il a été par le passé. Il était tombé

en sommeil après que les partis radicaux de droite aient rejoint l'Internationale libérale et les radicaux de gauche l'Internationale socialiste. Il a été ranimé par Emma Bonino et ne tardera pas à changer de nom pour devenir le Parti libéral et radical pour les États-Unis d'Europe et d'Amérique. Dans un document publié le 1er janvier 2003 et présenté aux membres de l'Assemblée parlementaire au 3 novembre 2002, le Parti adopte une série de propositions sur le sujet. Outre la constitution d'une Communauté des démocraties, il envisage ainsi :

- ▶ « la constitution officielle de Forums de la démocratie, autrement dit de groupes de pays démocratiques au sein du système des Nations unies et des organisations internationales et régionales comme le Conseil de l'Europe et l'Organisation des États américains. Ces groupes devraient se réunir au moins 6 fois par an et veiller à la mise en œuvre effective des Traités constitutifs de ces organisations.
- ▶ d'accorder la priorité dans les forums internationaux et dans les Forums de

la démocratie, au respect des droits de l'homme et des principes démocratiques lors des procédures d'élection des organes et de nomination d'experts aux organes de contrôle.

► de promouvoir tant à la Commission des Droits de l'Homme qu'à l'Assemblée générale de l'ONU, des résolutions visant à la mise en place d'un Comité préparatoire chargé de présenter des propositions pour fonder l'« Organisation Mondiale de la Démocratie ».

► de promouvoir aux Nations unies des initiatives qui, au travers de l'adoption de résolutions par l'Assemblée générale, décident de soumettre au Conseil de Sécurité, les situations où des violations systématiques des droits humains et des principes de la démocratie et de l'État de droit sont considérées comme une menace pour la paix et la sécurité internationale. » [7].



38ème Congrès du Parti Radical Transnational à Tirana

Ce projet ne peut qu'intéresser les États-Unis, où la Fondation Heritage publie peu de temps après un argumentaire destiné à l'administration Bush. Dans ce texte, les auteurs, Nile Gardiner et David B. Rivkin expliquent au président états-unien comment son gouvernement doit procéder pour affaiblir le rôle des Nations unies dans la gestion de l'après-guerre en Irak et, plus généralement, limiter ses prérogatives aux seules tâches humanitaires [8].

Quelques mois plus tard, les néo-conservateurs réalisent la synthèse de ces différents programmes, par l'entremise du think-tank Freedom House qui prend la tête d'une coordination d'organisations non-gouvernementales et d'anciens responsables politiques et intellectuels. Ce conglomérat hétéroclite commence par envoyer un courrier aux ministres des Affaires étrangères du « groupe-pilote » de la Communauté des démocraties née au terme de la conférence de Varsovie de juin 2000 [9] une lettre demandant la création d'un « groupe des démocraties aux Nations unies à l'automne 2003 », sur la base des États déjà membres de la Communauté des démocraties et en fonction des mêmes critères [10]. La liste des signataires comprend l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright, l'ancienne ambassadrice états-unienne à l'ONU Jeane Kirkpatrick, le président de l'Open Society Institute George Soros, la

député européenne Emma Bonino, le directeur exécutif de la Campaign for U.N Reform Don Kraus, Lee Hamilton, le directeur du Woodrow Wilson International Center for Scholars, le directeur du Democracy Coalition Project, Richard C. Rowson, président du Council for a Community of Democracies... [11] Ce programme s'appuie par ailleurs sur la polémique qui touche alors la Commission de l'ONU sur les droits de l'Homme. Celle-ci est en effet présidée par la Libye et comprend le Soudan, l'Arabie saoudite, la Chine, le Zimbabwe, Cuba et la Syrie, des pays dont les efforts en matière de droit de l'homme sont pour le moins contestés [12].

Le 3 avril 2003, deux élus du Congrès, un Démocrate et un Républicain, proposent l'*United States International Leadership Act*, qui doit permettre de remédier au fait que « depuis trop longtemps, les pires ennemis des droits de l'homme ont manipulé le système des Nations unies pour légitimer leur règne répressif et saper la cause de la démocratie ». La solution proposée par David Dreier et Tom Lantos est simple : le lancement d'un « caucus des démocraties », avec comme corrolaire l'interdiction faite aux pays non-membres du caucus de diriger des commissions à l'ONU [13]. En d'autres termes, Washington avance aujourd'hui de façon de moins en moins discrète dans ses velléités de saper les fondements même de l'ONU. Après avoir dénié la souveraineté des États, il met en cause la légalité de leur représentation. À l'issue d'un long processus législatif, le texte sera adopté en avril 2004.

Bien que les États-Unis ne souhaitent pas apparaître ouvertement comme les initiateurs de cette nouvelle proposition, il ne fait pas de doute que cette « réforme » de l'ONU vient directement de Washington. La principale nouveauté réside dans le fait que ces efforts pour torpiller l'organisation internationale sont désormais bipartisans. Par le passé, ils étaient réservés à des organisations conservatrices telles que la Heritage Foundation, Human Rights Watch et Freedom House. Elles bénéficiaient pour cela du soutien de personnalités néo-conservatrices telles que Richard Perle, David Frum ou Joshua Muravchik, autour de revendications précises, notamment les rapports entre l'ONU et les États-Unis et la position trop anti-israélienne de l'organisation. Newt Gingrich et Jesse Helms avaient ainsi réussi à bloquer le paiement d'un milliard de dollars dû à l'ONU par le gouvernement états-unien. Désormais, ils ont été rejoints dans leur croisade par de nombreux responsables démocrates tels que Madeleine Albright, mais aussi par des organisations non-gouvernementales considérées comme progressistes, notamment **Citizens for Global Solution** [14]. Ce rapprochement n'est pas récent. Il date en réalité du second mandat Clinton, au cours duquel Madeleine Albright, alors secrétaire d'État, théorisa la légitimité de passer outre la Charte de San Francisco pour bombarder la Serbie au cours du conflit au Kosovo. Son discours sur la nécessité d'imposer les valeurs démocratiques au cœur des relations internationales (sans s'y astreindre soi-même) est aujourd'hui repris par son successeur, Condoleezza Rice, avec qui elle partage le même « père », Joseph Korbell [15].

Cette méthode n'est pas sans rappeler celle choisie par le président Woodrow Wilson à l'issue de la Première Guerre mondiale. Il soutint le projet européen de Société des Nations de manière à pouvoir en modifier les statuts, mais sans aucune intention réelle de s'y joindre. Puis, il organisa une fausse opposition au Congrès pour ne pas avoir à ratifier le Traité SDN. Cette opposition n'hésita pas

à mettre en cause la composition de la SDN, pas assez démocratique prétendait-elle. En réalité, Washington ne voulait pas s'imposer les règles qu'il exigeait des autres. En 1919, Les États-Unis préféraient réaliser le premier bombardement par avions de populations civiles à Haïti [16] plutôt que d'adhérer à la Société des Nations.

En mars 2004, le porte-parole du Département d'État, Richard Boucher, déclare que les États-Unis « *soutiennent la formation d'un caucus des démocraties afin de construire une coalition de pays démocratiques qui travailleront ensemble à renforcer la gestion par l'ONU des questions de démocratie et de droits de l'homme* » [17]. L'ambassadeur états-unien nommé à la Commission des droits de l'homme affirme qu'il s'agit désormais d'un de ses objectifs principaux.

[1] « [Washington et Londres placent l'ONU sur écoute](#) », par Thom Saint-Pierre, *Voltaire*, 4 mars 2003.

[2] « [Le harcèlement de Kofi Annan](#) », *Voltaire*, 13 décembre 2004.

[3] « [Qui veut « bouter l'ONU hors des États-Unis » ?](#) », *Voltaire*, 23 novembre 2004.

[4] « [IAEA Leader's Phone Tapped](#) », par Dafna Linzer, *Washington Post*.

[5] [Final Warsaw Declaration : Toward a Community of Democracies](#), 27 juin 2000.

[6] Voir « [La démocratie forcée](#) », par Paul Labarique, *Voltaire*, 25 janvier 2005.

[7] [Pour une organisation mondiale de la démocratie et des démocraties](#), Document de présentation de la campagne du Parti Radical Transnational aux membres de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, 1er janvier 2003.

[8] « [Blueprint for Freedom : Limiting the Role of the United Nations in Post-War Iraq](#) », par Nile Gardiner et David B. Rivkin, *Heritage Foundation*, 21 avril 2003.

[9] Les États membres du « groupe-pilote » sont l'Afrique du Sud, le Chili, la République de Corée, les États-Unis, l'Inde, le Mali, le Mexique, la Pologne, le Portugal et la République tchèque.

[10] Voir [Criteria for Participation and Procedures](#), U.S. Department of State, 27 septembre 2002.

[11] [Creation of UN Democracy Group Urged](#), Freedom House, 12 août 2003.

[12] Le premier document sur la question est un rapport conjoint de Freedom House et du Council on Foreign Relations, [Enhancing U.S. Leadership at the United Nations](#) », Task Force conjointe Freedom-House-CFR présidée par David Dreier et Lee Hamilton, co-réalisé par Lee Feinstein et Adrian Karatnycky, 10 octobre 2002.

[13] « [Dreier, Lantos Introduce Key Diplomatic Legislation](#) », Council on Foreign Relations, avril 2003.

[14] « [Building a Better UN](#) », par Laura Rozen, *American Prospect*, 7 janvier 2004.

[15] Joseph Korb est le père de Madeleine Albright. Professeur de relations internationales à l'Université de Denver, spécialiste en soviétologie, il est présenté par Condoleezza Rice comme « *l'une des figures les plus importantes de ma vie, après mes parents* ».

[16] *L'Occupation américaine d'Haïti* par Suzy Castor, Henri Deschamps éd, Port-au-Prince, 1988.

[17] *Statement on US Participation in the 2004 U.N. Commission on Human Rights*, 12 mars 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le retour de Berezovski en question

Analyse

Le Premier ministre Iyad Allaoui remercie dans *The Times* le peuple britannique pour les sacrifices qu'il a consenti en faveur de la libération de l'Irak. C'est la moindre des choses pour cet ex-agent du MI6 devenu Premier ministre par la grâce de Sa Majesté.

Plus concret, Leslie H. Gelb du Council on Foreign Relations s'inquiète d'une constitution qui serait écrite par une assemblée dominée par les chiïtes, donc portée à l'intolérance. Il serait sage de transférer le pouvoir constituant à une commission d'experts et de n'octroyer à l'assemblée qu'un pouvoir de ratification.

De son côté, Edward Kennedy a co-signé une tribune dans le *Boston Globe* avec les parents d'un GI mort en Irak. C'est l'occasion pour lui de dénoncer l'impréparation de l'occupation par Donald Rumsfeld et de relayer les demandes des soldats, notamment en ce qui concerne le manque de véhicules blindés.

Sur le fond, le sénateur Kennedy a présenté un plan de retrait des troupes US lors d'une conférence à l'université John Hopkins dont *The Independent* publie des extraits.

James Steinberg et Michael O'Hanlon de la Brookings Institution réfutent dans le *Washington Post* les arguments de MM Kissinger & Shultz. Contrairement à ce qu'affirment ces sommités, on ne peut comparer la reconstruction hier de l'Allemagne et du Japon à celle de l'Irak aujourd'hui. En effet, dans les premiers cas, l'Army occupait des pays vaincus et pacifiés. Aujourd'hui, elle doit faire face à une insurrection. Cette distinction faite, nos deux auteurs réitèrent leur demande, déjà ancienne, de fixer un calendrier de retrait, tant il est vrai que celui-ci priverait la Résistance de son objet.

Le philosophe anti-impérialiste Noam Chomsky souligne, dans *El Periodico*, que la Coalition ne peut admettre la démocratie en Irak car la volonté du peuple irakien est incompatible avec les objectifs de guerre : contrôle du pétrole et monopole politique. Au passage, il rappelle que l'actuelle doctrine interventionniste n'est pas une innovation de George W. Bush, mais avait été énoncée et mise en pratique par Bill Clinton en Yougoslavie.

La *Gazeta* a interrogé cinq politologues à propos du retour de l'oligarque Boris Berezovski en Ukraine et son possible usage de cette base arrière pour reconquérir la Russie.

À Kiev, Vadim Karassev ne pense pas que Berezovski puisse constituer autour de lui un vrai parti libéral avec des figures nombreuses et compétentes.

Vladimir Malenkovitch est encore plus dur : il stigmatise une fausse révolution qui a permis aux libéraux de s'emparer du pouvoir et d'y placer une délinquante financière.

À Moscou, Andreï Piontkovski assure, désabusé, que Berezovski est si détesté par le peuple russe qu'il discréditera tous ceux qui s'allieront avec lui. Gleb Palovski ajoute que l'oligarque est un homme du passé qui ne peut espérer un retour sur la scène russe. Enfin Marc Urnov observe que la seule opposition qui puisse l'emporter face à Poutine serait celle de la réussite économique, si l'Ukraine s'en sort visiblement mieux que la Russie. Reste donc à chacun de faire ses preuves.

Enfin, la revue *Trud* a interrogé deux figures russes sur la théorie du complot visant à renverser le président Poutine et à démanteler la Russie.

Pour Alexandre Douguine, président du mouvement Eurasie, le complot est organisé de l'extérieur par Londres et Washington et relayé de l'intérieur par les oligarques. Khodorkovski était son fer de lance, tandis que les nouvelles générations de cadres nationalistes seront ses adversaires.

À l'inverse pour le journaliste de télévision Alexeï Pouchkov, il n'y a pas de complot parce que les événements ne sont pas organisés à l'avance. Mais il y a une habile exploitation politique des situations. Précisément en supprimant les avantages sociaux en nature de certaines catégories sociales défavorisées, le président Poutine commet une erreur sous la pression des libéraux et s'expose à une exploitation politique de cette situation contre lui.

Réseau Voltaire

Iyad Allaoui



Ancien membre du Ba'as puis activiste anti-Saddam Hussein financé par la CIA, Le docteur Iyad Allaoui est Premier ministre du gouvernement par intérim d'Irak.

« Mes remerciements au peuple britannique »

Source : The Times

Référence : « My thanks to the British people », par Iyad Allaoui, *Times*, 3 février 2005.

Pour ceux qui ont la chance de vivre dans un pays stable, pacifique et démocratique comme la Grande-Bretagne, il est difficile de comprendre l'importance de l'élection de dimanche en Irak. Mais pour des millions d'Irakiens, ce jour a été très important. Je n'ai jamais douté, malgré la violence, que les Irakiens démontreraient leur courage et leur amour de la liberté car ils savaient l'importance de ces élections et que le monde les regardait. Ils ont défié les terroristes, les fanatiques et les couards. Toutes les communautés d'Irak se sont avancées telle une armée vers les urnes avec comme seule arme leur détermination à vivre en liberté.

Nous ne savons pas encore qui est élu, mais on sait que ceux qui ont gagné, ce sont les millions d'Irakiens qui veulent un pays libre et pacifique, un pays qui soit un symbole dans la région, et que les perdants sont les extrémistes qui ont peur de la liberté. L'élection de dimanche ne veut pas dire que la violence cessera vite mais, après les élections, les Irakiens sauront que les terroristes ne peuvent pas gagner car ils n'ont pas le soutien de la population. Nos forces de sécurité ont intercepté sept kamikazes le jour des élections et, sans surprise, aucun n'était Irakien.

Les élections de dimanche n'étaient pas parfaites (il faut du temps après des années de dictatures) et les menaces terroristes ont diminué la participation, mais cela n'a pas empêché des milliers de personnes de mettre leur liberté avant leur sécurité. Certains n'ont pas voté car ils ne se sentaient pas concernés par l'élection, cela changera.

Aujourd'hui, nous devons rédiger notre constitution et, avec les dirigeants des principaux partis irakiens, nous nous sommes mis d'accord pour organiser un dialogue national. Il faut que les Irakiens, qu'ils aient ou non voté, se rassemblent. Tout cela n'aurait pas eu lieu sans la Grande-Bretagne, les États-Unis et les autres qui ont payé un lourd tribut à la démocratisation de l'Irak. Grâce à votre sacrifice et au courage des Irakiens, nous avons fait un grand pas vers la démocratie.

Leslie H. Gelb



Leslie H. Gelb est ancien rédacteur et éditorialiste du *New York Times*. Il est président émérite du Council on Foreign Relations, ancien membre de la Carnegie Endowment for International Peace et ancien fonctionnaire du Pentagone.

« Les leçons de 1787 »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « The Lessons of 1787 », par Leslie H. Gelb, *New York Times*, 2 février 2005.

« A fairer path to an Iraqi constitution », *International Herald Tribune*, 3 février 2005.

Il est peu probable que la prochaine assemblée irakienne avec des Kurdes minoritaires, des sunnites sous-représentés et des chiites majoritaires rédige une constitution qui protégera les minorités. Beaucoup d'Irakiens et d'États-Uniens perçoivent ce problème et estiment que si l'assemblée élue devra ratifier la constitution, ce n'est pas elle qui doit l'écrire. Il faut laisser ce soin à une commission spécialement formée dans ce but et dont les membres seront nommés conjointement par le gouvernement irakien et l'assemblée.

La composition de cette assemblée sera une question critique. Il faut que les sunnites arabes soient bien représentés. Il faut que la commission inclut en son sein les James Madison et Benjamin Franklin d'Irak, les personnes influentes dans les domaines religieux, politiques et commerciaux. De telles nominations renforceront le processus d'approbation.

Il est convenu que la constitution sera refusée si les deux tiers des électeurs de trois provinces la rejettent (ce qui pourrait être le cas si les trois provinces kurdes ou les quatre provinces sunnites la refusent), mais en cas de refus, on court à la guerre civile. En fait, la seule forme de gouvernement acceptable est une confédération de régions autonomes avec un gouvernement central ayant peu de pouvoirs, mais une grande légitimité.

Cette question de la légitimité a été sous-estimée par les États-Unis alors qu'elle est cruciale si on veut recruter des Irakiens qui seront prêts à se battre pour ce gouvernement. Pour que le gouvernement soit légitime, il faut commencer par constituer une commission de rédaction de la constitution.

Edward M. Kennedy, Brian et Alma Hart



Edward M. Kennedy, frère de l'ancien président John

« Le Pentagone échoue encore à protéger les troupes »

Source : The Boston Globe

Référence : « Pentagon still failing to protect the troops », par Edward M. Kennedy, Brian Hart et Alma Hart, *Boston Globe*, 3 février 2005.

Nous nous sommes rencontrés en novembre 2003, au cimetière d'Arlington où John Hart a été enterré après avoir été tué en Irak dans un **Humvee** non protégé. Nous avons discuté de la question du blindage et nous travaillons

F. Kennedy et de l'ancien sénateur Robert Kennedy, est sénateur démocrate du Massachusetts.

Brian et Alma Hart sont les parents du soldat états-unien John Hart, tué en Irak.

ensemble depuis pour que nos troupes disposent du matériel dont elles ont besoin dès que possible.

Le problème des Humvees non-blindés nous est apparu en août 2003 quand des soldats du Massachusetts ont été tué dans un véhicule de ce type par une bombe. Depuis, nos troupes ont appris que les blindages improvisés ne peuvent rien contre les explosifs de l'insurrection et nous avons vu des parents acheter des protections personnelles et mêmes des véhicules blindés et les envoyer à leurs fils et filles dans un effort désespéré pour faire face à ce problème. Quand la question du blindage a été posée à **Donald Rumsfeld** par le soldat **Thomas Jerry Wilson au Koweït**, les médias s'y sont intéressés, mais cela n'a pas duré longtemps.

Lors des auditions au Congrès, nous avons demandé à ce que plus de matériel blindé soit envoyé ,mais le Pentagone ne l'a pas fait. Rumsfeld a gardé sa logique qui lui faisait prédire que l'invasion serait du gâteau et cela a eu pour résultat de nombreux morts parmi nos soldats. Suite à la question du soldat Wilson, le Pentagone a annoncé une augmentation de la production des Humvees de 20 %, mais cela est insuffisant car l'insurrection s'adapte et frappe également les camions. Le Pentagone ne s'y intéresse malheureusement pas. Peut-être faudra-t-il une nouvelle question d'un militaire après de nombreux morts pour qu'il réagisse.

Edward M. Kennedy



Edward M. Kennedy, frère de l'ancien président John F. Kennedy et de l'ancien sénateur Robert Kennedy, est sénateur démocrate du Massachusetts.

« L'armée états-unienne peut toujours aider les Irakiens en partant »

Source : The Independent

Référence : _ « The US military can still help the Iraqis - by leaving », par Edward Kennedy, *The Independent*, Ce texte est adapté d'un discours prononcé à la School of Advanced International Studies de l'université Johns Hopkins.

George W. Bush nous a laissé avec peu de bons choix en Irak. Que restions ou que nous partions, cela aura un coût. Toutefois, plus nous restons, plus ce coût sera élevé. Partir sera difficile, mais nous devons commencer. Nous avons en effet franchi le point au-delà duquel la présence états-unienne en Irak n'est plus productive ni pour l'Irak, ni pour les États-Unis.

Notre présence est devenue une partie du problème de l'Irak et nous avons besoin d'un nouveau plan pour retirer nos troupes. Les enjeux sont énormes. Les États-Unis et la communauté internationale ont intérêt à construire un Irak fort, tolérant, pluraliste et libéré du chaos et de la guerre civile. Pour cela il faut que l'ONU, et non les États-Unis, fournisse une assistance et des conseils dans l'établissement d'un système de gouvernement et dans la rédaction d'une constitution. Une conférence internationale doit également être organisée sur ce point. Mettre au point une stratégie de départ ne garantit pas le succès, mais ne pas le faire garantit notre échec.

Michael E. O'Hanlon, James Steinberg



Michael E. O'Hanlon est membre de la Brookings Institution. Il est coauteur de *Crisis on the Korean Peninsula*.



James Steinberg a été analyste à la Rand Corporation, conseiller de Edward M. Kennedy et vice conseiller de sécurité national de Bill Clinton. Il est vice président et directeur des politiques étrangères de la Brookings Institution.

« Il est temps d'annoncer un échéancier »

Source : Washington Post

Référence : « Time to Announce a Timetable », par James Steinberg et Michael O'Hanlon, *Washington Post*, 2 février 2005.

Dans leur tribune du 25 janvier, Henry Kissinger et George P. Shultz dénoncent par anticipation toute stratégie de sortie d'Irak qui prévoirait un calendrier. Cette logique a été adoptée par l'administration Bush et elle serait cohérente dans les Balkans et l'a été en Allemagne ou au Japon pendant l'après-guerre, mais elle perd toute pertinence dès lors que l'on fait face à une insurrection qui ne cesse de prendre de l'importance en raison précisément de la présence de nos troupes.

Il ne faut pas un retrait abrupte ou radical, mais nous devons mettre au point un retrait progressif. L'annonce d'une forte diminution de la présence étrangère devrait aider à stabiliser l'Irak. Il ne faut toutefois pas un retrait total sous peine de voir une guerre civile éclater. Nous devons accepter que la coalition est devenue une partie du problème et que la forte croissance des effectifs de l'insurrection est essentiellement liées à l'engagement en son sein des Arabes sunnites qui rejettent l'occupation étrangère et croient que les États-Unis sont là pour piller leurs richesses. Cette image est injuste, mais elle se propage et contre cette image, il faut annoncer un retrait substantiel de nos troupes. Il faut qu'entre les deux tiers et les trois quarts de nos troupes aient quitté le pays à la mi-2006 et que ce retrait commence dès l'élection d'un gouvernement constitutionnel en 2005.

Cette stratégie est risquée, mais il n'y a plus de stratégie sûres à présent.

Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre

« La débâcle d'Irak »

Source : El Periodico

Référence : « La debacle de Irak », par Noam Chomsky, *El Periodico*, 2 février 2005.

Outre le nombre de morts causées par l'invasion, l'agression de l'Irak a violé le fragile pacte international qui avait été adopté après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale pour interdire le recours à la force dans les relations internationales. Cette violation et la persistance du terrorisme ont obligé l'ONU à réfléchir aux justifications de l'usage de la violence. L'usage de la force par un gouvernement est toujours accompagné de déclarations de bonnes intentions, mais il faut avoir une foi surprenante

l'impérialisme états-unien.

pour croire à ces promesses. Les États-Unis ont affirmé vouloir instaurer la démocratie en Irak et ils ont été obligés de concéder quelques éléments formels, mais l'Irak n'aura ni une vraie démocratie, ni une vraie souveraineté, à moins que la pression des citoyens états-uniens et irakiens ne deviennent trop forte. Si l'Irak devenait une vraie démocratie, il aurait une majorité chiite, se rapprocherait de l'Iran et des chiites saoudiens et on assisterait à la naissance d'une région chiite qui contrôlerait les principales réserves d'hydrocarbures de la planète. Au contraire, contrôler cette région pour les États-Unis permet d'empêcher l'émergence d'un monde tripolaire et d'une Europe et d'une Asie indépendantes comme l'a observé **Zbigniew Brzezinski** en 2003. Un Irak indépendant pourrait également profiter de l'argent du pétrole pour se réarmer contre Israël. Dans la Charte des Nations Unies, une guerre d'agression est présentée comme le crime absolu, mais depuis les années 90, sous le mandat de **Bill Clinton**, les États-Unis ont élaboré une nouvelle doctrine dans laquelle ils se réservent le droit d'agir par la force unilatéralement. L'administration Bush n'a fait qu'approfondir cette nouvelle doctrine en se fondant sur la croyance de la destinée divine de la nation états-unienne. À l'opposé, l'ONU a réaffirmé dans les conclusions du rapport des experts de haut niveau que l'usage légitime de la force se limitait à la légitime défense. Dans ces conditions, la tension entre les États-Unis et le reste du monde ne peut que croître.

un groupe de politologue russes et ukrainiens

Les auteurs sont Vadim Karassev, directeur de l'Institut des stratégies globales, (Kiev) ; Vladimir Malenkovitch, directeur de l'Institut international de recherches politiques, (Kiev) ; Andreï Piontkovski, président du Centre de recherches stratégiques, (Moscou) ; Gleb Pavlovski, président de la Fondation pour l'efficacité politique, (Moscou) et Marc Urnov, président de la Fondation Expertise, (Moscou).

« Berezovski, c'est seulement la partie visible de l'iceberg »

Source : Gazeta

Référence : « - », par un groupe de politologue russes et ukrainiens, *Gazeta*, le 2 Février 2005. Différents spécialistes sont interrogés à propos du retour de Boris Berezovski en Ukraine et de ses conséquences pour l'opposition russe.

Vadim Karassev : **Boris Berezovski** ne représente pas toute l'opposition russe et même seulement une petite partie. Son arrivée à Kiev, si elle a lieu, ne signifie pas que l'Ukraine va devenir la Suisse du début du 20ème siècle où se sont reposés, ont travaillé, se sont rencontrés les leaders bolchéviques. Je ne pense pas qu'une internationale libérale se forme à Kiev bien que Berezovski à titre personnel ait des possibilités d'action.

Vladimir Malenkovitch : Il ne s'agit pas seulement de Berezovski, des Allemands vont et viennent en Ukraine avec des écharpes oranges, Iavliniski se promène aussi en orange à Moscou. Et Berezovski va s'y mettre. Pour moi, il s'agit d'une tentative par des politiques au bord de la faillite d'utiliser la situation en Ukraine à leur avantage. Cette révolution orange qui a lieu ne permettra en rien la démocratisation du régime politique. Installer une voleuse au pouvoir ne signifie en rien passer d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Il s'agit d'un moyen fallacieux pour les libéraux russes de remonter dans les sondages où ils sont très bas.

Andreï Piontkovski : J'espère que Berezovski n'ira pas en Ukraine, qu'il n'aura pas de visa. Tout ce qu'il fait depuis qu'il a été soit disant expulsé de Russie, rend de grands services à Poutine. Il essaye toujours de s'allier à n'importe quel groupe d'opposition, d'en prendre le contrôle et il finit par le discréditer. Souvenez-vous de ce qui s'est passé avec le parti « Russie Libérale » d'Ivan Ribkine. C'est inévitable parce que Berezovski est détesté par la majorité des gens de ce pays car il représente pour eux le grand architecte du capitalisme criminel et oligarchique de Russie.

Gleb Pavlovski : Personne ne peut interdire à Berezovski d'aller à Kiev. Cependant je ne pense pas que son arrivée réjouisse beaucoup de monde car il pourrait créer des problèmes supplémentaires. Il est une figure archaïque, il appartient à la politique des années 90, celle des clans et des intrigues. Je ne pense pas que son retour en Ukraine lui donne une place dans l'opposition russe, il y est indésirable.

Marc Urnov : Le retour de Berezovski ne changera pas grand-chose. Ce dont je suis certain, c'est que si la situation évolue bien en Ukraine et mal en Russie, alors non-seulement les politiques viendront se réfugier là-bas, mais aussi une part importante du capital russe.

Alexandre Douguine

Alexandre Douguine est président du mouvement Evrazija (Eurasie) et de l'Association d'études géopolitiques, qui édite la revue Elementy.

« Combat politique ou complot ? »

Source : Trud

Référence : « ? », par Alexandre Douguine, *Trud*, le 1 Février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je pense qu'il y a un lien entre les événements, allant de la crise bancaire déclenchée artificiellement jusqu'aux récentes manifestations au sujet de la suppression de certains avantages sociaux. Il s'agit clairement d'une volonté de chavirer la barque gouvernementale. Ces méthodes ont déjà été utilisées du temps de l'URSS, les objectifs affichés de soutien au peuple ne sont pas les objectifs réels.

Je ne suis pas contre les réformes de marché, mais il faut aller progressivement, en adaptant le marché aux particularités de la Russie, sans radicalisme, ni fanatisme libéral. Le mépris des Russes pour les oligarques est en train de prendre un caractère révolutionnaire.

Le complot contre **Vladimir Poutine** est en marche depuis qu'il a été élu.

L'entourage de Eltsine ne s'attendait pas à ce que Poutine renforce les pouvoirs du gouvernement aux dépens des minorités libérales, oligarchiques ou pro-états-uniennes. Désormais, les opposants ont décidé de le faire sauter où au moins d'affaiblir sa position au maximum. C'est une forme de complot ou agissent deux centres, un pour l'extérieur à Washington et Londres et un pour l'intérieur constitué par les groupes oligarchiques et les libéraux au gouvernement. La zone de contact se trouve être dans certains pays de la CEI comme l'Ukraine ou la Géorgie.

Pour moi, Mikhaïl Khodorkovsky a mené une véritable campagne contre la souveraineté de notre pays par l'intermédiaire de corporations transnationales

et des États-Unis.

Je soutiens Poutine. J'étais un opposant farouche de Elstine et si on m'accuse d'être réactionnaire, je suis prêt à répondre et argumenter. Notre démocratie est encore virtuelle dans de nombreux domaines mais je suis convaincu que les cadres nouvellement arrivés, orientés vers l'intérêt national, lui seront d'un grand secours.

Alexeï Pouchkov

Alexeï Pouchkov est présentateur de l'émission « Post-scriptum » sur la chaîne TVCentre.

« Combat politique ou complot ? »

Source : Trud

Référence : « ? », par Alexeï Pouchkov, *Trud*, le 1 Février 2005.

Ce texte est adapté d'une interview.

Dans la vie réelle, certaines situations concomitantes peuvent ressembler à ce que certains politologues férus de littérature appelleraient des complots. Certaines personnes utilisent ces circonstances pour affaiblir le pouvoir, mais cela ne signifie pas qu'un plan de déstabilisation ait été établi à l'avance, ce qu'impliquerait la notion de complot. Si le pouvoir donne du grain à moudre à l'opposition qui utilise ses erreurs, on ne parle plus de complot, mais de combat politique. Cette idée romanesque de complot impliquerait des transactions secrètes, entre les décideurs économiques mis en place par **Vladimir Poutine** et sa propre opposition. Cela me semble exclu.

S'il existe un centre décisionnel pour ces actions contre le pouvoir en place, il s'agit du groupe **Berezovski-Khodorkovsky-Nevzlin**, mais je ne pense pas qu'il soit assez solide pour donner quelque garantie que ce soit à ses alliés dans ce jeu dangereux contre le président.

Le gouvernement a parié sur la popularité de **Vladimir Poutine** et la traditionnelle passivité du peuple pour faire passer cette réforme. S'il continue dans cette direction, il va tomber de haut. Je crois savoir cependant que le pouvoir est déjà en train de prendre les mesures adéquates. Le président doit trouver un équilibre entre un gouvernement social et des réformes libérales. Si on continue à transporter des dizaines de millions de gens gratuitement chaque année, alors les services publics vont s'effondrer. On doit pouvoir faire en sorte que les usagers payent pour les services publics sans pour autant pénaliser les couches les moins favorisées. Le président a la fibre sociale, mais les libéraux appliquent le principe « après moi le déluge ».

Je ne pense pas que les révolutions colorées soient le fruit d'un complot, mais plutôt de l'utilisation des erreurs du pouvoir.